

le journal de la

CLAAACG8!

Convergence des luttes anti-autoritaires
et anti-capitalistes CLAAAC G8 !

Pour en finir avec

le capitalisme
la guerre
le patriarcat...

de Liberté
circulation
Action directe!

Supplément au Monde libertaire n° 1319



CONTRE
LES SAIGNEURS DU G8!
du 28 mai au 3 juin 2003,
contre le sommet du G8 à **Evian**

Journal édité par Alternative libertaire (AL), Confédération nationale du travail (CNT), Fédération anarchiste (FA),
Organisation communiste libertaire (OCL), Organisation socialiste libertaire (OSL), Réseau No pasaran

site internet: <http://www.claacg8.org> - mail: claacg8@claacg8.org

EN IRAK, la guerre s'achève tandis que se met en place le protectorat anglo-américain. Au règne infâme de Saddam Hussein, à la guerre et à ses massacres collatéraux, succède maintenant un pouvoir militaire, néo-colonial, flanqué de collabos et de troupes supplétives.

Il n'y a pas eu de Stalingrad à Bagdad. Les peuples d'Irak ont refusé de mourir pour leurs tyrans. Le régime baassiste, dictature bureaucratique et bourgeoise, s'est écroulé non seulement sous les coups des forces d'invasion mais aussi par une dissidence sociale généralisée. La société irakienne et en premier lieu les secteurs populaires ont déserté cette guerre entre colonisateurs et despote, entre impérialistes et maîtres nationaux.

La résistance populaire irakienne devra maintenant affronter le protectorat comme elle luttait hier contre Saddam Hussein.

L'ÉCHÉANCE du G8 se rapproche. La rencontre d'Évian servira à nouer des compromis - fructueux - sur l'avenir de l'Irak. Partage des ressources pétrolières, marchés de reconstruction, définition des zones d'influence, tout y passera. Et il n'est pas sûr que la prévisible victoire des forces d'invasion assure à Bush, sur le long terme, cette hégémonie sur le monde qu'il espérait consolider.

Le G8 accueille d'ailleurs quelques « états voyous » en matière de libertés démocratiques, d'émancipation individuelle et collective et de droits sociaux. Seront entre autres invités à Évian, la Chine, l'Arabie Saoudite, l'Égypte, l'Algérie, le

Mexique. On traitera au cours du sommet les conditions nouvelles de la mise en coupe réglée de l'Afrique, avec le suivi du NEPAD¹. Ces présences sont autant d'occasions d'élargir la résistance contre l'ordre du monde.

ET CETTE RÉSISTANCE quelle sera-t-elle? Une protestation de pure forme, avec une manif se concluant par les discours des dirigeant-e-s habituel-le-s, préparant leurs propres élections ou celle de leurs partenaires, ou une fédération d'initiatives, d'actions directes, de résistances capables de faire entendre notre colère aux saigneurs du monde?

Prochain arrêt, Évian

Bien des forces nous expliquent que le G8 serait illégitime. Certes! Encore faut-il s'entendre sur cette absence de légitimité. Le G8, le G21 ou tous les autres G quelque chose sont illégitimes non parce que de bons et honnêtes dirigeants n'ont pas été élus mais parce que la manière même dont fonctionne le système, avec ses sociétés d'exploitation et la division entre dirigeant-e-s et exécutant-e-s qui interdit aux dominé-e-s la possibilité d'auto-instituer la société, est inacceptable, injuste, illégitime. Et aucune formule gouvernementale, aucune majorité parlementaire ne résoudront ce problème fondamental.

Tant que subsistera cette situation, la résistance sera un droit et un devoir. Ce G8 nous donne l'occasion de le rappeler : nous ne combattons pas pour changer de maîtres et nous en donner de nouveaux, mais pour faire un monde sans dieux ni maîtres. ✕

1. Nouveau partenariat pour l'Afrique

CONTACTS

Convergence des luttes antiautoritaire et anticapitaliste contre le G8
Claaac G8 c/o La plume noire,
19 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon
mail : claaacg8@claaacg8.org
site : <http://www.claaacg8.org>

Collectif Claaac G8! Rhône-Loire
c/o La Plume Noire
tél : 04.72.00.94.10
réunion ouverte à tou-te-s : jeudi 15 mai 2003 à 19h00 à l'adresse ci-dessus.

CLAAACG8 - Rennes
c/o LAR, 9 rue de Malakoff, 35000 Rennes
tél : 06.81.27.04.88

Collectif de lutte anti G8 - Nantes
Clag8 c/o CITÉ, BP 131, 44403 Rezé cedex
mail : clag8@no-log.org
réunion ouverte à tou-te-s : tous les mercredis à 20h30 à l'Atelier,
17 rue Paul-Bellamy, 44000 Nantes

Collectif angevin de lutte anti G8
Calag8 c/o L'Étincelle,
26 rue Maillé, 49100 Angers
tél : 02.41.24.94.45
mail : calag8@hotmail.com

MATÉRIEL

Journal
N'hésitez pas à commander ce journal en quantité pour le diffuser. Il reste encore des exemplaires du n° 1. Pour diffusion, nous contacter pour les prix.

Affiches (2 couleurs)



• Grande affiche (80X60):
15 € les 100 + 11,20 € de port

• Petite affiche (40X60):
8,50 € les 100 + 9,60 € de port

Autocollants (2 couleurs)



TOUTES et TOUS à Angers
les 25, 26 et 27 avril
et à Évian
du 28 mai au 3 juin 2003
Convergence des luttes anti-autoritaires et anti-capitalistes
c/o La Plume noire, 19, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon
mail : claaacg8@claaacg8.org site internet : <http://www.claaacg8.org>

3 € les 100 + 2 € de port

Tee/sweat-shirt (2 couleurs)

XL, L, M, S et « moulant »
• CLAAAC (2 modèles)



• VAAAG (1 modèle recto/verso)



• Tee-shirt: 10 € + 2,13 € de port
• Sweat-shirt: 25 € + 5,70 € de port (en quantité contacter reflex@ecn.org)

Sur place

• Librairie Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris. Tél : 01 48 05 34 08 - Fax: 01 49 29 98 59
• Librairie Quilombo, 23 rue Voltaire, 75011 Paris. Tél/fax: 01 43 71 21 07
• La Plume noire, 19 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon

Commandes

Chèque à l'ordre de CLAAAC:
CCP 1336954J Lyon
• Affiches et autocollants : La Plume noire, Publico, Quilombo.
• Tee-shirts : CERED, BP 322, 44803 St-Herblain cedex. Tél: 06 11 29 02 15



Supplément au Monde libertaire
Commission paritaire
n° 0906 I 80740
Directeur de la publication :
Bernard Touchais
Impression EDRB (Paris)

GUERRE POUR LE PÉTROLE OU PÉTROLE POUR LA GUERRE ?

SUN TZU DIT: «La guerre est d'une importance vitale pour l'État. C'est le domaine de la vie et de la mort: la conservation ou la perte de l'empire en dépendent. Il est impérieux de la bien régler.»¹

Les puissants de ce monde, unis derrière leurs serviteurs (militaires, policiers, médias et gouvernants), exploitent et saignent les peuples.

L'expression «lutte de classes» ne vous dit peut-être rien, ou vous fait sourire. C'est pourtant bien de cela qu'il s'agit. Les opérations dans le Golfe persique n'y échappent pas, vous non plus! Si les populations du monde entier ont dit «Non à la guerre», leurs gouvernements eux n'ont pas été aussi unanimes. Économie oblige, pour (USA, Grande Bretagne, Espagne) ou contre (France, Allemagne, Russie), ils se sont déjà réconciliés pour imposer leurs entreprises, leurs «façons de gouverner», leurs cultures, toutes ces exigences qui n'en libéreront pas pour autant le peuple irakien de la misère. S'étaient-ils jamais disputés, hormis pour nourrir le spectacle?

La démocratie en Irak! Foutaises! Les ouvrierEs irakiens sont écroulés sous les tempêtes de bombes et les Kurdes sont sous la menace d'un nouveau génocide. La démocratie! Allez tentez d'en convaincre les montagnes vietnamiennes, nicaraguayennes, ruandaises, tchétochènes, ivoiriennes, mexicaines, yougoslaves, birmanes, congolaises, de Sierra Leone ou d'ailleurs..., essayez de les persuader, ces montagnes de cadavres, que les puissances occidentales combattent contre le «monde du mal», pour la «démocratie».

«La guerre c'est la paix»²

Ou autrement dit, les gens sont tués aujourd'hui pour leur «bien» ou pour des raisons «humanitaires». En Yougoslavie, au Soudan ou en Afghanistan, on s'en souvient tragiquement et la Tchétchénie est à genoux devant Poutine et son pacifisme...

On fabule sur la démocratie en imposant la force, on nous embrouille avec le terrorisme en battant tous les records de bombes, on nous fait paranoïer sur les armes de destruction massive en détruisant massivement la vie de dizaines (de centaines) de millions de boucs émissaires, on prétexte la sécurité pour développer l'insécurité de masse...

La force du verbe n'est plus à démontrer! La soumission est maintenue par la compromission du sens.

Sous l'idéologie nauséabonde du «choc des cultures», l'extrémisme religieux ou nationaliste est cultivé pour constituer les impulsions mobilisantes de la grande boucherie. Pendant ce temps, le dieu «argent» se moque des incantateurs de Moïse, Jésus, Mahomet, Bouddha, Shiva (et etc.), envoyant leurs disciples s'entretenir.

Les conquérants, c'est-à-dire la poignée des riches capitalistes, ont besoin d'entretenir la peur collective dans le cerveau des populations. Par conséquent, la société de l'information, autrement dit les médias de masse, nous matraquent de leur soumission parfaite aux grands «saigneurs».

Il n'est pas inutile de rappeler que Milosevic était un banquier très en vue avant d'être le dictateur de la Serbie, ayant résidé à New York et

allié en affaires à la famille Bush. Ossama Ben Laden, héritier milliardaire du BTP et du pétrole saoudien, dont la famille intégriste (comme lui même) a toujours été très amie de celle des Bush, fut un agent important de la CIA. Saddam, a été naguère copain comme cochon avec les puissances occidentales, en particulier France et USA. L'empire est ainsi fait qu'il se nourrit des Frankensteins sanguinaires qu'il se fabrique.

La guerre pour le pétrole ou le pétrole pour la guerre?

Certes, cela n'est pas sans importance. L'or, de couleur noire ou jaune, suscite toutes les convoitises. Quoi de plus naturel dans une société capitaliste, par définition basée sur la propriété privée, l'accumulation des profits et la domination de l'humain par l'humain?

Au-delà des champs pétrolifères, c'est d'autres enjeux très importants qu'il s'agit: en particulier, dans cette région très aride, le contrôle de l'eau est fondamental. Il faut effectivement savoir que l'eau est à la base du problème israélo-palestinien, dès 1948, avec le premier conflit opposant Israël aux Arabes, ou plus tard en 1953, lorsque l'état hébreu décida de s'approprier l'eau du Jourdain et du Golan, au détriment de la Syrie, ou encore récemment, avec l'échec des accords de paix. L'eau est certainement au centre des préoccupations actuelles et des problèmes kurdes et irakiens, quand la réalisation d'un énorme complexe de barrages en Turquie (comprenant le 5^e plus gros barrage au monde, c'est-à-dire Atatürk) menace carrément d'assécher l'Irak et la Syrie.

Mais cette guerre, pour le pétrole, l'eau, l'argent, est en fait surtout une guerre pour contrôler... le monde!

Depuis César, Genghis Khan, les rois colonialistes de France, d'Angleterre, d'Espagne, Napoléon, Staline ou Hitler, tous ont fantasmé sur le trône mondial.

Car, qu'est-ce donc la mondialisation capitaliste, si ce n'est une guerre pour la constitution d'un État planétaire? Certains naïfs, ou d'autre moins naïfs, prétendent que c'est en imposant des taxes (genre Tobin) ou autres impôts transnationaux qu'on peut lutter contre ça, comme si le capitalisme pouvait s'humaniser.

Dans ce contexte où la guerre dite «froide» paraît loin, le Moyen-Orient représente des enjeux géopolitiques primordiaux. Prenant pied dans cette région «spéciale», les faucons étasuniens et leurs alliés empêchent l'émergence d'alliances et de puissances rivales potentiellement dangereuses, telles que l'Iran ou la Syrie voisines. En relation avec le «cirque» afghan, loin d'être pacifié quoiqu'on en dise, ils se positionnent sur une route connectant la Chine à la CEE, en passant par l'Inde, l'Asie centrale, la Russie et la Turquie.

Les «théâtres d'opération» sont particulièrement nombreux sur la planète. Les réseaux politico-mafieux internationaux, les lobbies militaro-industriels, les consortiums énergétiques, les multinationales de l'import-export et de la grande distribution, les gros patrons, tous savent y convertir le sang, la sueur et la souffrance en or, dollars ou euros!

Pour étancher leur soif mortifère, ils utilisent l'OTAN, l'ONU, le FMI, Interpol, la BM, l'OMC, le G8, la Bourse... Toutes ces organisations, vitrines

de libéralisme, mais trafiquant dans l'ombre, à la fois omnipotentes, soumises et neutralisables à souhait (si on est un seigneur), sont déjà des instances de «Gouvernance mondiale». Elles préfigurent les institutions d'une future dictature plannétaire.

La CEE, l'Accord de libre échange américain (ZLEA), les marchés émergents des républiques d'Asie centrale (Ouzbékistan, Kazakhstan, Turkménistan, Kirghizistan), richement dotées en pétrole, gaz et ressources minières, les projets d'un marché commun asiatique, regroupant la Chine, le Japon, l'Inde, Singapour,... sont des étapes territoriales importantes, à l'échelle des continents, à franchir à moyen terme.

Dans les pays industrialisés, les regards sont aujourd'hui tournés vers les événements graves de Palestine et d'Irak.

Pendant ce temps, pour soutenir la «croissance», le gros patronat se livre à un véritable sacage social. La guerre de l'extérieur, si terrible, vient masquer la guerre de l'intérieur: délocalisations et licenciements massifs, explosion du travail précaire et clandestin, privatisation et démantèlement des services publics, destruction des acquis sociaux, développement des formes d'esclavage moderne... la valse n'en finit plus!

Pour contenir la violence du désastre libéral, les gouvernements des pays industrialisés augmentent dangereusement les crédits à la police et à l'armée, au détriment des secteurs de l'éducation, de la culture, de la santé, du social (...); la police, l'armée, toutes deux faites de pauvres en uniformes dont le métier est d'arrêter, enfermer, torturer et tuer d'autres pauvres.

On construit de plus en plus de prisons. On lâche la bride des chiens policiers, plus nombreux et mieux armés de jour en jour. Les lois sécuritaires, les systèmes de fichage électronique, viennent soutenir les mesures d'exclusion économique et sociales impulsées par le FMI (sous les termes de «plans d'ajustement structurels»). Les minorités sont sciemment criminalisées. Les gens du voyage, les demandeurEs d'asiles, la jeunesse des villes et des campagnes, les prostituéEs, les militantEs syndicalistes, associatifs ou politiques mais aussi l'ensemble des travailleurEs peuvent en témoigner douloureusement. Dans les pays dits «développés», la guerre de l'extérieur est aussi celle de l'intérieur. C'est la guerre permanente des riches contre les pauvres.

L'humanité peut-elle se permettre de continuer ainsi? Non!

C'est à chacune et chacun d'entre nous que revient la responsabilité de construire un autre futur... anticapitaliste, antimilitariste, pacifiste, antiautoritaire, socialiste... C'est non seulement indispensable, mais c'est aussi possible. Nous sommes le pouvoir! La grève générale expropriatrice, l'action directe, la lutte sociale, la solidarité internationale, sont notre force et notre espoir! Servons-nous-en!

Pas de guerre entre les peuples, pas de paix entre les classes! ✘

1. «L'art de la guerre», par Sun Tzu, maître en stratégie chinois du VII^e siècle avant J.-C.

2. C'est pleinement conscientEs que nous succombons à cette mode de citer «1984», le livre de Georges Orwell, qui anticipe une société totalitaire absolue.

QUAND ON AURA ABOLI LE CAPITALISME ET LE SALARIAT!

NOUS RECONSTRUIRONS une société égalitaire à laquelle chacun¹ apporte sa contribution et dont chacun retire les satisfactions qu'il en attend. Un mode d'organisation sociale tel que chacun participe aux décisions à la mesure de son implication dans leurs conséquences; où chacun reçoit l'éducation dont il a besoin et partage les connaissances communes. Selon une éthique où chacun a conscience que la liberté des autres est la garante de sa propre liberté. Un mode de production, de répartition et de consommation où chacun reçoit ce dont il a besoin, et chacun participe à la production et consomme, en fonction de ses capacités, de ses besoins, de sa propre volonté.

Il est clair que le système économique actuel, basé sur la propriété privée des moyens de production, vu les inégalités génératrices de classes sociales qu'il implique, est à bannir. Pour en reconstruire un totalement nouveau, à partir de nos idéaux. Avec une économie basée sur l'égalité sociale, la liberté, la solidarité, et l'auto organisation de chacun en association avec tous.

Sur le plan de la production, il nous faut redéfinir les rôles sociaux de chaque contributeur, contributrice. Chacun, ayant accès à l'éducation et aux connaissances communes, pourra assumer les décisions le concernant en toute connaissance de cause. Chacun, en fonction des besoins et des envies des autres, autant qu'en fonction des siennes, pourra décider en concertation avec les autres, de la contribution qu'il a à apporter pour remplir son rôle social de producteur, et ce qu'il attend en tant que consommateur. Mon rôle de contribut [eur] [rice] à la production pourra comporter des contraintes indésirables que j'accepterais dans la mesure où je les partagerais à égalité avec toutes et tous les autres et que je les juge nécessaires à la satisfaction de chacun.

Une telle réorganisation de la production, de la consommation et de la répartition entraînera un nouveau mode d'évaluation des biens produits. Au lieu de prendre comme base l'offre et la demande, la loi du marché, on pourrait prendre en compte l'effort fourni pour sa production ainsi que l'impact que cause sa production sur celles et ceux qui le produisent et sur l'environnement. Chacun n'aura pas les mêmes envies ni les mêmes besoins, et tout le monde n'aura pas envie d'apporter la même part de contribution au bien-être de tous et au sien

propre. Si l'organisation de la société n'est pas capable de satisfaire toutes les envies de chacun, il faudra trouver un nouveau système de répartition cohérent et égalitaire. Certains estimeront qu'il vaut mieux restreindre ses envies, consommer moins et produire moins; d'autres seront prêts à un effort plus grand de production pour pouvoir satisfaire plus de leurs envies. Certains besoins, partagés par un grand nombre si ce n'est par tous, seront nécessaires à la bonne marche de la société dans son ensemble.

Il appartiendra aux associations d'habitant-e-s, de consommat [eurs] [rices] et de product [eurs] [rices], fédérées entre elles, de déterminer les besoins qu'il sera nécessaire de satisfaire pour que tous et toutes puissent vivre de manière confortable. Il en est ainsi de l'approvisionnement en eau et en énergie des habitations et des lieux de production, des infrastructures de santé, des services d'éducation, des institutions de recherche scientifique, des moyens et infrastructures de transports collectifs et de communications, et dans une certaine mesure de certaines nourritures et autres biens de consommation courante. Si nous voulons construire une société égalitaire, ces biens et services doivent être mis à la disposition de toutes et tous, sans autre restriction que leur disponibilité, chacun contribuant à leur mise à disposition.

En ce qui concerne les envies individuelles, il pourrait être égalitaire que chacun consomme à mesure des efforts qu'il est prêt à fournir. Là encore il nous faudra redéfinir le mode d'évaluation de l'effort fourni par chacun. En effet, actuellement le revenu du travail est basé encore une fois sur l'offre et la demande, sur les capacités physiques et intellectuelles de chacun, sur l'accès au savoir et à l'éducation ou/et sur la quantité produite. Ce système est générateur de classes sociales inégalitaires. Ceux qui se partagent l'éducation et les connaissances avec ceux qui détiennent le capital, dominant les autres. Le temps de travail ne semble pas non plus un bon mode d'évaluation, certains préférant travailler plus intensément et moins longtemps, d'autres au contraire préférant répartir leur effort dans le temps. Il n'y a pas besoin de règles générales pour évaluer l'effort, et là aussi ce sera aux associations de product [eurs] [rices] s fédérées d'évaluer l'effort de chacun en se concertant.

Actuellement nous vivons dans un système où le travail musculaire est souvent séparé du travail intellectuel, et où ce dernier est surévalué. Le système d'organisa-

tion sociale est tel qu'une inégalité de classe existe dans l'accès à l'éducation et au savoir. Ceux et celles qui ont développé par l'éducation leurs capacités intellectuelles, et ont de par ce fait un plus grand accès au savoir, profitent de cet avantage pour s'arroger une meilleure place dans la société et se libérer du travail manuel pénible. Dans une société égalitaire, les tâches manuelles et les tâches intellectuelles devront être mieux réparties.

La planification de la production, de la consommation, de la répartition et de la contribution de chacun s'élaboreront à la base dans chaque association de producteurs, de consommateurs et d'habitants, en passant par la concertation avec les autres associations fédérées, et finalement décidés par les associations de base. Chacun participant à égalité aux tâches nécessaires à la production, les moyens de mécanisation et d'automatisation des tâches pénibles se développant, la partie de sa vie que chacun consacrerait au bien-être de tous sera réduite par rapport à celle que chacun actuellement consacre à ses rôles sociaux; lui laissant plus de loisir pour s'épanouir individuellement et collectivement. On aura plus de temps pour faire la fête. ✕

1. Dans ce texte le lecteur/la lectrice doit prendre «chacun» au genre neutre.



LA PLANÈTE SE DÉGRADE, LES INÉGALITÉS SOCIALES SE RENFORCENT

DÉVELOPPEMENT, PROGRÈS ET RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT, sont des idées qui font consensus depuis longtemps, à droite comme à gauche. Pourtant ce Progrès et ce Développement sont parfaitement contradictoires avec le respect de l'environnement et apparaissent de plus en plus clairement comme des impasses pour l'humanité et la planète tout entière.

Durant deux siècles, le développement économique et les découvertes techniques ont favorisé une production de biens croissante ainsi qu'une augmentation permanente des capacités de production. Loin d'alléger le fardeau du travail, les gains énormes de productivité sont utilisés à produire toujours plus. Les sociétés, d'abord européennes, se sont trouvées entraînées par le capitalisme dans une logique productiviste qui finit par être érigée en valeur commune et présentée comme fin en soi.

Ce productivisme est inhérent au capitalisme, fondé sur une concurrence effrénée qui implique pour toute entreprise de produire à moindre coût, sans considération de l'exploitation des travailleurs et des travailleuses ni des dégâts qu'elle occasionne sur l'environnement.

Toute idée de progrès a donc été liée à cette frénésie productiviste. La question sociale, nous disait-on, trouverait sa solution dans l'abondance. Le bonheur de l'humanité serait obtenu par l'effet conjugué de la science et de la technique, sans considérer qui décidait et donc qui maîtrisait les choix. La question écologique n'était évidemment pas évoquée.

À l'heure où le capitalisme s'est étendu à l'échelle de la planète, force est de constater que les bilans sociaux et écologiques sont bien négatifs. Si dans les vieux pays industrialisés l'exploitation des êtres humains peut paraître moins sauvage qu'au siècle dernier, à l'échelle mondiale on peut considérer que l'exploitation économique des hommes, des femmes, des enfants s'est considérablement renforcée.

L'état de la planète se dégrade d'année en année

C'est la globalisation du modèle économique présenté comme seule voie possible, le capitalisme, qui génère une dégradation sans cesse plus grande de la planète. Dégradation sans limite qui atteint l'irréversibilité : les réserves d'eau, les sols, la diversité du vivant, les conditions de vie des populations.

Les financiers et les industriels mènent leurs projets d'une main de fer dissimulée

dans le gant de velours de l'idéologie du développement infini et du progrès économique. Évoluant par-delà les frontières, ils dictent des orientations¹ qui ne répondent qu'à leurs seuls intérêts économiques et à leur préoccupation de maintenir leur domination sur le monde.

À leurs côtés, de multiples complices dissimulés sous des oripeaux de toutes couleurs tentent de donner au capitalisme une odeur plus fleur bleue et le conseillent sur les initiatives favorables à une moindre dégradation de la nature ; ils voudraient nous faire avaler la couleuvre d'un capitalisme édulcoré, soi-disant respectueux de l'environnement, porteur d'un « développement durable ». Les ténors des organisations ouvrières réformistes, trotskystes et stalinienne, de même que les nouveaux socio-démocrates à la mode Attac, en choisissant de composer, chacun à leur manière, avec le capitalisme, ont véhiculé et véhiculent encore une idéologie productiviste inséparable de l'exploitation du travail humain.

Pire, ils réclament la restauration de l'État, son meilleur contrôle de l'économie capitaliste. Certains vont même jusqu'à prôner l'instauration d'un super-gouvernement mondial. De la même manière, bien qu'égratignant quelques pans de l'idéologie productiviste, les écologistes élevés au grain libéral ou social-démocrate laissent en suspens la résolution radicale de la question écologique en faisant croire que des aménagements successifs, guidés par l'État, permettront de faire évoluer les mentalités, alors que c'est aux populations elles-mêmes de décider de l'utilité sociale de leurs activités.

Démasquer les chimères qui nous conduisent à la soumission sociale et à la catastrophe écologique

Se cantonnant dans la proposition de solutions techniques, ces aménageurs environnementalistes ne conçoivent pas de remettre en cause ce système générateur des principales catastrophes écologiques passées, présentes et à venir. Ils favorisent une vision parcellaire du problème écologique. Nous ne pourrions aborder sérieusement l'exploitation outrancière de la nature sans considérer son pendant, procédant du même processus, *l'exploitation de l'Homme par l'Homme*.

Les catastrophes, telles les inondations exceptionnelles, se succèdent à un rythme accéléré, faisant toujours plus de dégâts et de victimes. Le dérèglement climatique accusé apparaît être directement lié à des effets résultant des activités humaines et plus particulièrement à celles de la dernière période

industrielle et capitaliste. L'influence de ces facteurs, dont l'importance n'est pas encore clairement définie, ne doit cependant pas occulter le rôle tout aussi déterminant de l'aménagement des territoires fait en dépit du bon sens écologique. Des responsabilités tentent aujourd'hui de se camoufler derrière ce bouleversement climatique érigé en nouvelle fatalité.

Autre exemple : La construction de grandes infrastructures ouvre la voie à l'expansion du marché mondial et soumet les populations aux impératifs de l'économie capitaliste globalisée, à une division internationale du travail totalement irrationnelle, provoquant la destruction de la petite activité productive traditionnelle et des économies locales ou régionales autocentrées. L'augmentation des kilomètres que les marchandises sont amenées à parcourir est particulièrement évidente dans le cas des produits alimentaires. La Politique Agricole Commune européenne encourage la production à grande échelle et dans le même temps augmente la distance de transport des aliments consommés en fin de parcours. 70 % du trafic actuel est en réalité superflu. La circulation incessante des marchandises comme des êtres humains, l'obsession du « temps gagné » est le contraire de la liberté, ce sont des dispositifs qui renforcent encore davantage le sentiment d'impuissance et la soumission.

Le sauvetage de la planète ne saurait s'envisager sans se libérer du règne de la marchandise qui atteint tous les aspects de notre existence. Il faut lire le dessous des cartes de ce gigantesque poker menteur que jouent les financiers de tous les pays en pillant des ressources qui appartiennent à toutes et tous, populations d'aujourd'hui comme générations futures. Partis, syndicats dans leurs versions passéistes ou rénovées se placent dans une même dynamique, de la même façon que les ONG ou autres associations. Certains se désintéressent de la question écologique en continuant à nourrir la chimère de la croissance économique, d'autres abordent les dégradations imposées à la planète sans analyser leurs causes sociales, économiques et politiques. Ainsi est-il indispensable de lier la question de l'écologie aux choix de société. Si, à travers le monde, se développe encore le modèle capitaliste, nous pouvons être assurés d'un futur peu reluisant en termes d'écologie, de paix et de progrès social. ✖

1. À travers la Banque mondiale, le Fond monétaire international et l'Organisation mondiale du commerce, entre autres.

LES GUERRES CONTRE LES FEMMES

AUJOURD'HUI UNE GUERRE INSENSÉE se déroule en Iraq à la suite d'un embargo de douze ans. Cette deuxième guerre du Golfe, qui ne parvient plus à cacher les milliers de victimes civiles, n'est que la dernière d'une série de crises et de conflits locaux et globaux: la première guerre du Golfe, les guerres en ex-Yougoslavie, le Kosovo et la guerre en Afghanistan. Les femmes (sauf lorsqu'elles imitent les hommes et entrent dans les rangs) sont des cibles faciles dans la population civile et sont souvent les victimes de violés utilisés comme arme de guerre. La question du genre en rapport à la guerre est un problème qui doit être discuté.

En effet, le lien entre les guerres d'aujourd'hui, les nationalismes et les problématiques de genre se situe dans un processus économique, culturel, politique et social. Ce lien d'habitude apparaît et se développe avant les guerres dans les territoires qui vont les subir.

Durant les dernières guerres, le nationalisme et la question ethnique ont été les justificatifs utilisés pour le développement des soi-

disant «guerres justes»: les nationalismes et les communautés ethniques se superposent et cachent souvent les vraies motivations de caractère économique et politique qui sont à la base d'une guerre, d'un conflit interne ou d'une guerre civile.

Qu'arrive-t-il dans une société qui se décompose sous l'effet des nationalismes à l'aube d'une guerre? Ainsi comme en ex-Yougoslavie, mais pas uniquement, ce sont les droits civils qui perdent de l'importance et entre tous, les femmes sont les plus touchées et les plus affaiblies dans leurs capacités contractuelles tant au niveau économique que politique ou social. Du point de vue économique, nous savons qu'historiquement lors de moments de guerre, de crise ou d'appauvrissement, ce sont les femmes qui en font largement les frais. Notamment en cas de chômage lié à la conjoncture, les femmes perdent en premier leur emploi. Sur le plan politique dans ces moments-là, la représentativité politique des femmes, l'égalité des chances ou le travail politique pour le respect des différences de genre sont relégués au second plan (dans le

meilleur des cas) car l'agenda politique va devoir se plier aux rythmes de l'urgence et de la crise. Ainsi les femmes sont exclues du débat car porteuses d'éléments soi-disant inutiles en ce moment de crise et d'urgence, car le pouvoir exige l'unité face à la «difficulté», que l'on devienne des citoyenNEs sans différences et surtout que l'on ne pense pas en tant que femmes.

Sur le versant social et au travers des médias, l'état de crise se répercute en une progressive marginalisation des femmes de la sphère publique et de la vie sociale et politique pour retourner à la maison et reprendre le rôle d'«anges du foyer» ou à faire le travail de soins en cas de guerre comme infirmière ou comme mère, épouse ou fiancée des soldats au front. Les guerres, les crises internationales et les nationalismes ne portent pas seulement la mort et la destruction mais de fait réduisent toujours les libertés et la dignité conquises au prix de longues luttes. Une vision féministe sert à regarder les événements avec une optique différente et surtout en antithèse à celle patriotique et machiste, typique de la guerre et du militarisme. ✕

JUSTICE POUR LES SANS-PAPIERS

DEPUIS TROIS DÉCENNIES, les luttes des étrangers pour améliorer leur situation et se rapprocher du niveau de vie des Européens se sont succédées.

Des étrangers acteurs et actrices du changement social

Dans les années 60 et 70, leurs luttes ont eu principalement pour objet la revendication de logements et de salaires décents. Depuis la fin des années 70, ils/elles sont présents dans les luttes pour la citoyenneté, pour le droit à la vie associative, pour l'accès au débat politique et contre le train de mesures qui leur sont hostiles depuis 25 ans (rétrécissement du droit au séjour, à la nationalité française, au droit d'asile, aux études, double peine): ces revendications leur sont vitales, la France et l'Europe étant traversées par une vague de racisme qui n'osait plus s'afficher depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Quelle indignité!

Alors, permettez-nous de nous étouffer de colère quand nos chers élus justifient l'exclusion d'immigrés primo-arrivants ou de demandeurs d'asile au nom d'une compassion avec les exclus de ce pays. Évidemment, ce discours ne convient pas grand monde: voilà 20 ans que les États européens multiplient les obstacles aux personnes étrangères voulant s'y introduire en: zones d'attente, police spécialisée dans la chasse aux immigrés, centres de rétention, interprétation restrictive de la Convention de Genève sur le droit d'asile, politique commune de visas.

Régularisation générale et immédiate

Certes, près de 80 000 personnes ont bénéficié d'un début de régularisation suite à la circulaire Chevènement: leur situation reste inconfortable. Leur statut face au droit au séjour est pour beaucoup d'entre elles et d'entre eux très fragile (carte de 3 mois renouvelables ou cartes d'un an pouvant être remises en cause en l'absence de revenus salariaux), sans compter la précarité de leur existence. Il reste que 60 000 personnes ont essuyé un refus de la part des préfetures, sans compter toutes celles et tous ceux qui n'ont pas demandé à bénéficier de la régularisation Chevènement, soit par méconnaissance, soit par peur de se signaler, soit parce qu'elles sont arrivées après la fin de la période de régularisation.

Libre circulation et établissement

Au-delà des revendications des personnes sans-papiers pour une régularisation globale et durable, les anarchistes défendent l'idée d'une libre circulation des personnes ainsi que d'un libre établissement.

La libre circulation des personnes et des idées fait partie des Droits humains classiques. Dans les textes officiels, il s'agit en fait de la libre circulation à l'intérieur d'un État, droit qui n'existait pas dans les pays de l'Est ou dans des pays comme l'Afrique du Sud. Aujourd'hui, avec la montée en puissance des moyens de communications (transport des personnes et des informations), c'est techniquement possible. L'obstacle principal reste humain: les préjugés

«contre» les étrangers sont toujours présents, les soupçons d'une volonté d'installation font que les frontières restent fermées. Cela dit et malgré tout, la

libre circulation des personnes est un droit qui, en théorie, ne «mange pas de pain».

Le «pain», voilà l'obstacle à la libre installation. Sauf à être ultralibéraux, on ne peut admettre la superposition d'individus, les uns croulant sous les richesses, les autres croulant sous le poids de la misère. Permettre à quelqu'un de s'installer dans une ville, une région ou un État, c'est lui permettre de subvenir à ses besoins et, le cas échéant, exercer une solidarité afin qu'il ou elle puisse avoir le minimum. Et pour nous, le minimum, c'est l'égalité économique entre individus, entre régions, pays, continents.

L'obstacle consiste donc dans la manière inégalitaire de répartir les richesses et le travail nécessaire pour les créer. Aujourd'hui, c'est autour du marché du travail que se créent et que se répartissent les richesses, encore que leur répartition passe de plus en plus par le canal de la solidarité et de la protection sociale. Un autre obstacle à la libre installation, c'est la machine étatique, monstre froid pour lequel «gouverner, c'est prévoir»: pour un État, admettre une libre circulation et un libre établissement des personnes, c'est admettre de l'imprévu dans son fonctionnement et dans son rôle de pacification sociale. Bref, c'est risquer une remise en cause de son pouvoir. Et ça, ça leur est impossible. ✕

DE L'ACTION DIRECTE COMME PRATIQUE LIBÉRATRICE

LE DISCRÉDIT qui touche en profondeur la démocratie représentative se manifeste de manière flagrante lors de toutes les consultations électorales et ce à tous les échelons administratifs: communal, départemental, régional, national et européen.

Le taux d'abstention moyen est aujourd'hui dans la fourchette des 50 %, encore faut-il y ajouter les non inscrits qui se chiffrent à presque quatre millions en France.

Cette situation est largement généralisée dans tous les états dits démocratiques. Cela pose un problème de légitimité immédiate aux élu-es et à terme, ce phénomène pourrait être un élément déstabilisateur majeur de ce système politique dont se gargarisent tant les dirigeants du monde capitaliste.

C'est pourquoi nous assistons depuis quelques années à diverses tentatives de renouvellement du discours politique dont le but est de réconcilier la classe dirigeante et les populations.

Plus que jamais les élu-es se veulent de proximité, près des gens et sur le terrain, veulent s'occuper des vrais problèmes et dénoncent même, à l'occasion, le cumul des mandats. Dernière nouveauté, les élu-es en pince pour la parité homme/femme qui, paraît-il, rend l'exercice du pouvoir différent.

Bien entendu il leur faut aussi trouver des pratiques qui matérialisent cette volonté désespérée de nous voir investir les bureaux de vote pour leur plus grand profit.

C'est à qui ira le plus loin dans la mise en place de conseils de quartiers, de conseils municipaux d'enfants, de conseils consultatifs d'immigrés, voir même de référendums locaux lorsqu'un sujet divise en profondeur une collectivité.

Les projets de démocratie participative, de référendums d'initiative populaire et de pouvoirs rendus au peuple se multiplient. La plupart du temps nous restons sur notre faim tant leurs idées s'avèrent être des gadgets, voir des canulars. Car au bout du compte les décisions significatives sont toujours prises par les mêmes, au service des mêmes intérêts de classe.

Même si de temps en temps un candidat se laisse aller à évoquer la démocratie directe le temps d'un discours électoral, c'est toujours pour en donner une définition tronquée et pour en désamorcer le contenu le gros mot à peine prononcé... Des fois que quelqu'un lui dise chiche.

Que voulez-vous, l'air du temps est à la démocratie et à l'action directe.

Encore faut-il savoir ce que signifient ces mots.

Pour faire simple, c'est simplement la mise en œuvre de l'égalité sociale, c'est-à-dire l'abolition des rapports dirigeant-e/dirigé-e, dominant-e/dominé-e, sur lesquels sont construits les classes sociales.

C'est l'intervention des salarié-es et exploité-es organisé-es dans des structures autonomes pour défendre leurs intérêts face à l'État et au capital et ce, sans les intermédiaires et médiateurs constitués par les bureaucraties syndicales et politiques.

C'est une stratégie de lutte au cours de laquelle chacun-e devient acteur-e, agissant et maîtrisant son action, ses buts et les moyens à mettre en œuvre pour faire aboutir des revendications élaborées collectivement.

C'est dans le même temps faire l'apprentissage des formes et outils de décision qui constitueront demain les structures de la société future qui se substituera à l'État et au capital.

C'est la construction de pratiques de solidarités entre salarié-es, permettant au fur et à mesure du développement des luttes, de prendre conscience de l'interdépendance des sociétés, de l'intérêt à privilégier la coopération et l'entraide comme moyen de réguler les relations sociales.

À ce titre, l'action et la démocratie directe sont des éléments constitutifs de la liberté individuelle et entre collectivités humaines. ✕

PRÉSENTATION DU VAAAG

DANS LE CADRE de la mobilisation contre le G8 qui se déroulera cette année en France, la CLAAAC soutient le projet d'un village alternatif: le Vaaag: village alternatif, anticapitaliste et anti-guerres. L'idée de ce village est née du constat d'échec sur la façon dont les mouvements libertaires étaient représentés à l'occasion des contre-sommets jusqu'à lors. Se contenter de la manifestation unitaire ou d'un affrontement avec les forces de l'ordre comme cela avait été le cas à Bruxelles a porté un certain nombre de personnes à réfléchir sur un nouveau mode d'apparition. C'est ainsi que l'idée du village a germé.

Ce village est conçu comme un pôle de convergences des luttes qui émergent dans le mouvement social et particulièrement dans la sphère libertaire et dans les groupes qui lui sont proches. Mais, c'est aussi un pôle de résistance marqué, un espace de rupture qui revendique une véritable identité anticapitaliste notamment.

L'idée forte du village réside également dans le fait de mettre en pratique les différentes idées qui animent les individus travaillant à la création du village. C'est pourquoi le village est placé sous une bannière autogestionnaire, ce

qui implique que les différents participants se doivent de respecter une charte de vie du village et une répartition des tâches dans les différents quartiers. De même, le village se veut être une véritable force de contre-proposition au système marchand et mettra en pratique une forme, l'anticapitalisme, pour montrer qu'il existe réellement des alternatives.

Outre les actes de la vie quotidienne et le fait d'être un pôle de résistance avec une identité marquée, le village sera aussi le réceptacle des idées que nombre d'entre nous défendons et ce, sous forme de débats, de projections et d'interventions. Pour la tenue des débats, il est souhaitable que soit cassé le rapport spécialiste/auditoire et que les différentes organisations hexagonales ou internationales co-organisent conjointement ces sessions. Les débats s'organiseront autour de trois thèmes: guerre intérieure et extérieure, luttes sociales d'ici et d'ailleurs et enfin, résister c'est créer. Parallèlement à ces débats se tiendront le Forum des luttes sociales et des débats initiés par la CLAAAC. Il est enfin à noter que des camarades d'Amérique du Sud seront présents

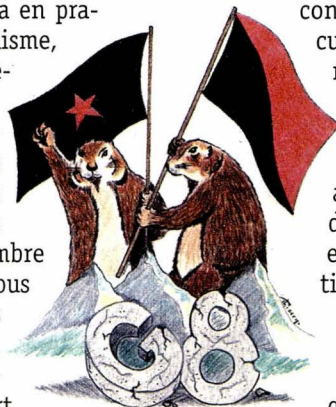
sur le village dans le cadre du SIL¹ et prendront la parole pour faire état des relations Nord/Sud telles qu'ils les subissent au quotidien.

Le village sera aussi un lieu dédié à la contre-culture au sein duquel auront lieu des concerts et diverses manifestations culturelles liées notamment à différents milieux associatifs.

Enfin, le village comprendra un point média soutenu par Radio Canut et différents médias alternatifs au cœur duquel prendront naturellement leur place un espace de décryptage de l'information officielle et un espace informatique et Internet.

Ce projet est certes ambitieux, mais nombre de « collectifs village » travaillent à sa réussite afin qu'il soit un espace reflétant pour le mieux les alternatives que toutes et tous prônent. ✕

1. SIL: Solidarité internationale libertaire.



VAAAG

21ter, rue Voltaire, 75001 Paris
tél: 06 11 29 02 15
mail: vaag_paris@no-log.org
site web: <http://www.vaaag.org>

1^{er} mai - Lyon

21h - Concert de soutien au Vaaag au Café libertaire, 19 rue Pierre Blanc, Lyon 1^{er}.

1^{er}-18 mai - Saint-Étienne

Le troisième Festival des résistances et des alternatives se déroulera à St-Etienne du 1^{er} au 18 mai 2003. Au programme : des concerts, des conférences et des actions (manif du 1^{er} mai, street party, action sur les prisons...).

Le thème du festival est cette année le G8, avec notamment : une conférence en soutien à la Claac G8, le 15 mai à 19h, salle Sacco et Vanzetti de la Bourse du Travail; une commission VAAAG. www.avataria.org & resistances.info.free.fr

7 et 17 mai - Nièvre

Vidéo-discussion organisé par le collectif Convergence des luttes pour construire des alternatives sur le thème « Créons le monde que nous voulons ».

7 mai 19h30 - Café Charbon à Nevers.

17 mai 19h - Anciens abattoirs de St-Amand en Puisaye.

7 mai - Lausanne

Débat sur les médias et le « mouvement antimondialisation » organisé par le collectif La commune. 20h15. Tir groupé, place du Château.

8 mai - Perpignan

Expo-Infos sur le G8 et les impacts de la mondialisation sur le quotidien de tout un chacun-e, lors d'un repas de quartier qui se tiendra dans le cadre du festival Sirocco du quartier St-Mathieu. Plus d'infos : sertao@caramail.com

9 mai - Reims

Concert anarcho-punk en soutien au Vaaag à 19h30, il se déroulera à la Palissade (un bar à 5 mn de la gare) à coté du lycée Roosevelt.

10 mai - Lausanne

Manif contre le G8, nourrissante mais comestible ! Rendez-vous à 10h30 gare du Sentier (dép. de la gare de Lausanne 12:34)

16 mai - Lyon

21h - Concert de soutien au Vaaag à La Duendé, 90 rue Montesquieu Lyon 7^e.

28 mai au 3 juin - Annemasse

Village alternatif, anticapitaliste et anti-guerres (Vaaag). cf. page 7.

29 mai - Lausanne

Manif internationale contre le G8. Rencart à 18 h place Chauderon.

30 mai - Lausanne

Arrivée de la caravane cycliste suisse-allemande contre le G8.

31 mai - lac Léman

En soirée opération Feu au lac !! Rassemblements populaires autour de grands feux tout autour du lac Léman

1^{er} juin - région d'Évian

Cortège noir et rouge dans les manifestations de masse qui partiront de Genève et d'Annemasse. Ouverture des frontières.

2 et 3 juin - région d'Évian

G8 à Évian - révolte autour du lac Léman, manifs et blocages...

21 mai - Lausanne

Débat sur la mondialisation et l'exploitation des femmes organisé par le collectif La commune. 20h15. Tir groupé, place du Château.

24 mai - Lausanne

Début du village pour les mobilisations sur Lausanne.

24 et 25 mai - Bagnole

Forum libertaire anti G8 de Montreuil. Débats, tables de presse, éditeurs... Programme (à confirmer) des débats : - samedi : 14h internationalisme,

16h sécuritaire, 18h expérimentation sociale;

- dimanche : 11h30 patriarcat, 14h transports, 16h protection sociale, retraites.

28 mai - Lausanne

20h - assemblée générale : infos & mobilisations contre le G8 à Evian. À l'Espace autogéré, César-Roux 30.

29 mai au 1^{er} juin - Paris

Journée d'actions directes contre les saigneurs du G8. Plus de précisions prochainement...

30 et 31 mai - Toulouse

Piknik le samedi midi sur la prairie des Filtres, concert le samedi soir au Clandé (9, rue de Queven) puis débat sur le capitalisme et ses différentes alternatives le dimanche. www.vaaag-toulouse.ouvaton.org

Tournée SIL du 9 mai au 3 juin

Tournée organisée par Solidarité internationale libertaire (SIL : <http://www.ils-sil.org/>) avec deux militant-e-s sud-américain-e-s :

1^{er} au 8 mai - Espagne

9 mai - Toulouse

11 mai - Marseille (théâtre Tourny, 16 promenade Léo Ferré, métro National)

12 mai - Lyon (contacter la Claac

Rhône-Alpes)

14 mai - Limoges

15 mai - Rennes (contacter la Claac Rennes)

16 mai - Nantes (contacter le Clag8)

19 mai - Angers (contacter le Calag8)

20 mai - Brest

22 mai - Le Havre

23 mai - Paris (Barbizon, 181 rue de Tolbiac, métro Tolbiac)

25 au 28 mai - Genève et Lausanne

29 mai au 3 juin - Annemasse (dans le cadre du Vaaag)

Contre les saigneurs du monde!

LE G8 IMPOSE UN ordre mondial au profit d'une minorité riche et au détriment d'une immense majorité d'individu-e-s asservi-e-s et opprimé-e-s. Nous pensons qu'il doit exister entre les êtres humains des rapports autres que marchands, de domination, d'aliénation ou d'exploitation.

La pollution, les gâchis des ressources naturelles, les écarts de richesses sont de plus en plus catastrophiques. La globalisation se traduit par une dégradation des conditions de vie, de travail et par un contrôle social renforcé. Le patronat, avec le soutien des États, prend l'offensive: destruction des services publics, régression du droit du travail, précarisation, flexibilité, licenciements, casse des acquis sociaux (sécurité sociale, retraites...).

Ce système capitaliste ne peut pas être réformé, car il conduit inéluctablement à ces effets. La rupture avec le capitalisme est à nos yeux la seule voie possible pour empêcher une catastrophe économique, humaine et écologique.

LE CAPITALISME C'EST LA GUERRE

La guerre est un état permanent de la société, presque tous les domaines de la vie sociale sont soumis à la logique de la militarisation. Les lobbies militaro-industriels se servent du prétexte du terrorisme pour intensifier la guerre mondiale contre les pauvres, les exploité-e-s et toute forme de résistance à l'ordre capitaliste. Ils sont un des principaux moteurs de ce système. Si nous voulons stopper la machine de guerre, il faut nommer, bloquer et attaquer ses responsables, ses logiques et ses structures. Au service des États et des capitalistes, l'armée réprime les luttes sociales et impose un ordre mondial qui opprime les peuples (Argentine, Algérie, Chine, Tchétchénie, Irak...).

La militarisation et la marchandisation de la société et des individu-e-s induit des rapports entre les personnes marquées par les inégalités, l'entrave des libertés fondamentales et l'oppression patriarcale. Les logiques capitalistes provoquent, en particulier, une globalisation et une régression de la situation des femmes dans le monde comme la précarisation massive, la marchandisation des corps ou la perte d'autonomie.

Le fait de circuler dans notre monde est réservé à celles et ceux qui en ont les moyens. Bien sûr pour les gens du Sud, les forteresses du Nord (Europe ou USA) ont des barrières à franchir quelqu'en soient les coûts humains: morts, racisme, discrimination etc. Ceux et celles qui arrivent à franchir les frontières, qui divisent les exploité-e-s et sont l'expression des nationalismes, vont devenir de la main d'œuvre surexploitée au plus grand bénéfice du patronat et des mafias (en particulier pour les personnes qui se prostituent). Mais dans les pays du Nord, la mobilité est aussi réservée à celles et ceux qui peuvent payer.

AUTOGESTION, ACTION ET DÉMOCRATIE DIRECTES CONTRE LES ÉTATS ET LE CAPITAL

Faire entendre notre voix nous paraît d'autant plus nécessaire que, à la différence de beaucoup, nous remettons en question non seulement les effets mais aussi les causes de la globalisation: le capitalisme, ainsi que l'étatisme et le parlementarisme qui enferme les populations sous une tutelle les empêchant de disposer d'elles-mêmes, les asservissant à travers le salariat, la police et la magistrature, mais aussi en favorisant toutes les formes d'aliénation, religieuses, sexistes, racistes ou homophobes...

À un niveau jamais connu durant ces dernières années, se développent des expériences d'auto organisation et d'action directe, de refus de plus en plus lucide et conscient de la délégation de pouvoir et des voies étatiques ou institutionnelles du changement social.

Nous pensons que ces mouvements peuvent converger sur ces trois éléments fondamentaux:

- le refus de la délégation de pouvoir et notamment de la voie étatique du changement social;
 - l'auto-organisation et l'autonomie du mouvement social sur des bases antiautoritaires;
 - l'action directe révolutionnaire et la désobéissance sociale.
- En effet, la lutte des classes n'est pas morte! Seule la lutte collective, dans nos lieux de travail et de vie, peut permettre la construction d'une force d'opposition réelle à l'offensive capitaliste. ✕

SITES WEB

Quelques sites internet où retrouver les rendez-vous cités ci-dessus, d'autres infos, des textes, des cartes de la région, etc.

• **CLAAAC** <http://www.claaacg8.org/>
• **VAAAG** <http://www.vaaag.org/>

- **AL** <http://alternativelibertaire.org/>
- **CNT** <http://www.cnt-f.org/>
- **FA** <http://www.federation-anarchiste.org/>
- **No Pasaran** <http://nopasaran.samizdat.net/>
- **OCL** <http://ocl.libertaire.free.fr/>
- **OSL** <http://www.rebellion.ch/>
- **Coordination anti-OMC de Lausanne** <http://squat.net/contre-attaque/>
- **Site suisse anti G8** <http://www.evian-g8.org/>



Les organisations signataires s'engagent à tout mettre en œuvre pour participer à la campagne anti-G8, aux collectifs et initiatives locales et régionales, au Village alternatif, anticapitaliste et anti-guerre (VAAAG) ainsi qu'à la participation au cortège noir et rouge dans les manifestations de masse, à l'initiative « feu au lac » et à une initiative pour l'ouverture des frontières, le tout dans le cadre et les orientations du texte ci-contre.

Premières organisations signataires: Alternative libertaire, Apoyo Mutuo, Confédération nationale du travail, Fédération anarchiste, Federazione dei Comunisti Anarchici, Organisation communiste libertaire, Organisation socialiste libertaire, Red Libertaria, Réseau No Pasaran

CLAAAC

c/o La plume noire,
19, rue Pierre Blanc, 69001 Lyon
mail : claaacg8@claaacg8.org
site web : <http://www.claaacg8.org>